



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 10 septembre 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

162

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 162
2^e TRIMESTRE 2026

ÉTHIQUE ET FINANCE

L'éthique « dans » la finance

L'éthique « de » la finance

• **Chronique d'histoire financière**

*Les enseignements de la première grande
libéralisation de l'histoire, 1844-1845 :
libérer l'industrie et la main-d'œuvre
de toute charge induite*

• **Finance et littérature**

*Diderot et Le Neveu de Rameau :
éloge de la complexité*

• **Articles divers**

*La Chine et le surendettement
de l'Afrique*

*D'un monde bipolaire à un renouveau
du multilatéralisme : des scénarios
d'ajustements difficiles, mais nécessaires*

Éthique et finance

Introduction

AUDE BURESI

CHRISTIAN WALTER

L'éthique « dans » la finance

L'État serait-il impuissant

face aux fraudes aux finances publiques ?

NICOLAS BAÏETTO

THOMAS FÈVRE

La finance solidaire et le rôle des acteurs
de la solidarité

PASCAL BRICE

HUGUES DENIELE

L'affectation sociale des biens immobiliers
confisqués

AURÉLIEN LÉTOCART

ARNAUD DE LAGUICHE

Dix ans de conventions judiciaires d'intérêt
public (CJIP) : avantages, inconvénients
et perspectives

CLAIRE CARBONARO

THOMAS CASSUTO

Responsabilité pénale et crise

des *subprimes* : retour sur un évitement

YVONNE MULLER

La finance non éthique

ROBERT KUTTNER

Réinsérer l'argent dans la réalité humaine

PIERRE DE LAUZUN

L'éthique « de » la finance

L'équité de l'assurance : débats épistémologiques
et enjeux sociaux

LAURENCE BARRY

Responsabilité épistémique, éthique
et modèles de la régulation

EMMANUEL PICAUVET

Retour au sens commun :
le court-termisme imposé
du calcul assurantiel

PIERRE FRANÇOIS

Éthique des vertus épistémiques

ERWAN LAMY

L'éthique dans les procédures :
une approche par la sociologie
de la finance

HORACIO ORTIZ

Quel est le rôle du Comité d'éthique
de la BCE ?

ERKKI LIIKANEN

L'éthique épistémique,
est-ce que ça existe ?

LISA WARENSKI

La passion du robot ou l'éthique
du travail automatique

DAVID BÉLANGER

LÉONORE BRASSARD

Chronique d'histoire financière

Les enseignements de la première grande
libéralisation de l'histoire, 1844-1845

VASKA ATTA-DARKUA

ROBERT F. BRUNER

SCOTT C. MILLER

Finance et littérature

Diderot et Le Neveu de Rameau :
éloge de la complexité

ALAIN-GÉRARD SLAMA

Articles divers

La Chine et le surendettement
de l'Afrique

PATRICK PLANE

D'un monde bipolaire à un renouveau
du multilatéralisme

JACQUES MAZIER

PASCAL PETIT

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
10 septembre 2026
n° 30 / 8139^e
pages 1425 à 1488



ÉDITORIAL

1425 L'incroyable contribution pour une justice économique, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

1432 Droit à l'aide à mourir : publication après validation pour l'essentiel de la loi

LECTURES

1434 Intégrité académique et intelligence artificielle, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINTS DE VUE

1435 L'agrégation de droit, Le repli ou le rebond, *Bernard Beignier et Didier Truchet*

1438 Comprendre le droit : penser profondeurs, *Gustavo Cerqueira*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

1449 **Chronique** : Décret du 19 février 2026 sur le crédit à la consommation : le point de vue du praticien, *Gérard Biardeaux*

1455 **Panorama** : Droit des mineurs, *Philippe Bonfils et Adeline Gouttenoire*

1465 **Notes** : L'apologie du terrorisme et la liberté d'expression politique, note sous *Crim.* 31 mars 2026, *Jean-Christophe Saint-Pau*

1473 La croisière morcelée, note sous *CJUE* 4 juin 2026, *Jean-Michel Jude*

1478 Saisie immobilière : la proportionnalité, un glaive à double tranchant, note sous *Civ. 2^e*, 21 mai 2026, *Guillaume Fricker*

1482 Le droit de surélévation en droit de la copropriété : lorsque le règlement se tait, le syndicat est maître des sommets, note sous *Civ. 3^e*, 2 avr. 2026, *Hugues Michelin-Brachet*

ENTRETIEN

1488 Les pensées cachées du juriste, *Jean-Sylvestre Bergé*



Lefebvre Dalloz



POINTS DE VUE

1435

L'agrégation de droit
Le repli ou le rebond
par Bernard Beignier et Didier Truchet

1438

Comprendre le droit : penser profondeurs
Propos inspirés de la réflexion d'Olivier Gaurin,
maître d'Aikido
par Gustavo Cerqueira



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1440

La vente irrégulière d'un bien indivis
par Vincent Bonnet

1449

Décret du 19 février 2026 sur le crédit
à la consommation : le point de vue du praticien
par Gérard Biardeaud

PANORAMA

1455

Droit des mineurs
juin 2025 – juin 2026
par Philippe Bonfils et Adeline Gouttenoire

NOTES

1465

L'apologie du terrorisme et la liberté d'expression politique,
note sous *Crim.* 31 mars 2026
par Jean-Christophe Saint-Pau

1473

La croisière morcelée,
note sous *CJUE* 4 juin 2026
par Jean-Michel Jude

1478

Saisie immobilière : la proportionnalité,
un glaive à double tranchant, note sous *Civ. 2^e*, 21 mai 2026
par Guillaume Fricker

1482

Le droit de surélévation en droit de la copropriété :
lorsque le règlement se tait, le syndicat
est maître des sommets, note sous *Civ. 3^e*, 2 avr. 2026
par Hugues Michelin-Brachet



ENTRETIEN

1488

Jean-Sylvestre Bergé – Les pensées cachées du juriste

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).



JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Haro sur la tontine !
Civ. 3^e, 9 avril 2026,
note Romain Dumont p. 495

Sociétés à responsabilité limitée

Les parts sociales,
rebelles à la tradition
Com. 11 février 2026,
note Nadège Jullian p. 507

Commissaires aux comptes

Relèvement des fonctions
du commissaire aux comptes :
gravité requise de la faute
Com. 1^{er} avril 2026,
note Bruno Dondero p. 512

Droit européen des sociétés

Champ d'application
de la directive 2004/25/CE
concernant les offres
publiques d'acquisition
CJUE 13 mai 2026,
note Dominique Schmidt p. 521

Droit pénal des sociétés

Le lanceur d'alerte face
à la diffamation : la bonne foi
(conventionnelle) sinon rien !
Crim. 13 janvier 2026,
note Jean-Marie Brigant p. 523



Lefebvre Dalloz

REVUE DES SOCIÉTÉS

Septembre 2026 - n° 9

ÉTUDES

Le nouveau régime des cessions
de parts ou actions des personnes
morales à prépondérance immobilière

Article 68 de la loi n° 2026-534
du 25 juin 2026

Alain Couret et Clément Barrillon p. 429

Le regard de la doctrine allemande
sur la proposition d'EU Inc. :
une forme sociale semi-européenne,
digitale et innovante

Jessica Schmidt
et Christoph Teichmann p. 470

CHRONIQUE

Chronique de droit des entreprises
en difficulté

Philippe Roussel Galle,
Laurence Caroline Henry
et Florence Rellie

p. 531

Actualités _____ 454

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Études _____ 459

Le nouveau régime des cessions de parts ou actions des personnes morales
à prépondérance immobilière
Alain Couret et Clément Barrillon _____ 459

Le regard de la doctrine allemande sur la proposition d'EU Inc. :
une forme sociale semi-européenne, digitale et innovante
Jessica Schmidt et Christoph Teichmann _____ 470

Jurisprudence _____ 495

Sociétés en général

Haro sur la tontine !
Note sous Civ. 3^e, 9 avr. 2026
note Romain Dumont _____ 495

« Statutisation » des actes extra-statutaires :
enfin un autre arrêt
Note sous Com. 6 mai 2026
note Jean-Baptiste Barbiéri _____ 501

Cessions d'actions

Garantie d'éviction due au cessionnaire
de droits sociaux : une illusion ?
Note sous Com. 11 mars 2026
note Jean-François Barbiéri _____ 504

Sociétés à responsabilité limitée

Les parts sociales, rebelles à la tradition
Note sous Com. 11 févr. 2026
note Nadège Jullian _____ 507

Commissaires aux comptes

Relèvement des fonctions du commissaire
aux comptes : gravité requise de la faute
Note sous Com. 1^{er} avr. 2026
note Bruno Dondero _____ 512

Sociétés et procédure

L'obligation non sérieusement contestable
de l'ancien dirigeant de restituer les documents
sociaux conservés
Note sous Com. 26 nov. 2025
note Kyum Lee et Claire Gonzalez _____ 517

Droit européen des sociétés

Champ d'application de la directive 2004/25/CE
concernant les offres publiques d'acquisition
Note sous CJUE 13 mai 2026
note Dominique Schmidt _____ 521

Droit pénal des sociétés

Le lanceur d'alerte face à la diffamation :
la bonne foi (conventionnelle) sinon rien !
Note sous Crim. 13 janv. 2026
note Jean-Marie Brigant _____ 523

Chronique de droit des entreprises en difficulté _____ 531

par Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille

ARTICLES

243

De la libre révocabilité du mandat
Thomas Gérard

263

Le renvoi-recopiage : du mauvais usage
du copier-coller dans la loi
Hugo Nadjar

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

VARIÉTÉS

281

Aux origines de la théorie du patrimoine
Florent Masson

CHRONIQUES

301

Rejet d'une responsabilité civile
proportionnelle généralisée
Fabien Marchadier

398

La cause d'interruption d'un délai de forclusion
est régie par la loi en vigueur à sa date
Sophie Gaudemet

436

Jeux à objets numériques monétisables :
le décret catastrophe
Aude Denizot

ref : 602602



9 782996 026028



Lefebvre Dalloz

ARTICLES

- De la libre révocabilité du mandat
par Thomas Gérard..... 243
- Le renvoi-recopiage : du mauvais usage du copier-coller dans la loi
par Hugo Nadjar..... 263

VARIÉTÉS

- Aux origines de la théorie du patrimoine.
Les Fondements du droit privé philosophique de Zachariae
par Florent Masson 281

CHRONIQUES

- Sources internationales**
par Fabien Marchadier..... 295
- Personnes et droits de la famille**
par Anne-Marie Leroyer
et Vincent Egéa 312
- Obligations et contrats spéciaux**
Obligations en général
par Hugo Barbier 326
- Responsabilité civile**
par Patrice Jourdain..... 346
- Contrats spéciaux**
par Pierre-Yves Gautier..... 363
- Propriété et droits réels**
par Florent Masson..... 370
- Sûretés et publicité foncière**
par Charles Gijssels 382
- Preuve**
par Julie Klein 388
- Application de la loi
dans le temps**
par Sophie Gaudemet 398
- Droit judiciaire privé**
**Source. Organisation judiciaire
et juridiction. Compétence. Action**
par Philippe Théry..... 407
- Procédure de l'instance. Jugements
et voies de recours. Procédures civiles
d'exécution**
par Nicolas Cayrol..... 417
- Législation française**
par Aude Denizot..... 427

BIBLIOGRAPHIE

- Revue des ouvrages**
Ouvrages étrangers
sous la responsabilité
de Éric Descheemaeker
et Jonas Knetsch 443
- Revue des thèses**
sous la responsabilité de Gaël Chantepie,
Rudy Laher et Catherine Puigellier 447
- Revue des revues**
sous la responsabilité
de Frédéric Rouvière..... 462



QUESTION PRATIQUE

PRISE EN COMPTE DES ENJEUX RSE EN CAS DE RUPTURE BRUTALE ET GAIN MANQUÉ

Illustrations récentes tirées de la jurisprudence
de la cour d'appel de Paris

30



www.lefebvre-dalloz.fr



À LA UNE

Compliance - Le devoir de vigilance
inclut le risque climatique

23

Consommation - Démarchage
téléphonique : modalités
de recueil et de conservation
du consentement du consommateur

28

Concurrence - Rupture de relations
commerciales de transport routier
de marchandises : quel préavis ?

18

Sociétés - Extension du contrôle
des investissements étrangers
dans une société française cotée
à l'étranger

4



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Contrôle des investissements étrangers dans une société française
- 4 - Expertise de l'article 1843-4 du Code civil
- 5 - Refus de minoritaires de proroger la société
- 6 - Augmentation de capital par incorporation de réserves
- 7 - Fusion entre sociétés sœurs
- 8 - Secret professionnel du commissaire aux comptes

Bourse

- 8 - Mise en œuvre du volet « prospectus » du Listing Act
- 9 - Recours contre les décisions individuelles de l'AMF relatives aux offres publiques

Entreprise en difficulté

- 9 - Extension de la procédure collective
- 10 - Recours contre le plan de cession
- 11 - Créance de restitution consécutive à la résolution d'un contrat en cours
- 11 - Caractère sérieux d'une contestation de créance
- 12 - Conversion du redressement judiciaire en liquidation judiciaire

Contrats

- 13 - Obligation d'informer l'acheteur professionnel
- 13 - Indépendance de l'agent commercial
- 14 - Acceptation d'une offre d'achat sans réserve
- 15 - Clause d'intéressement dans une vente immobilière

Finances de l'entreprise

- 16 - Appréciation de la disproportion du cautionnement

Biens de l'entreprise

- 17 - Exception d'inexécution en cas de défaut de délivrance du local loué
- 18 - Notification des mémoires en cas de fixation judiciaire du loyer du bail commercial

Concurrence

- 18 - Rupture de relations commerciales de transport routier de marchandises
- 19 - Renonciation au préavis par la victime d'une rupture brutale

Consommation

- 20 - Vente à un consommateur d'un bien présentant un défaut de sécurité
- 21 - Compétence intra-communautaire : litige portant sur un contrat conclu avec un consommateur
- 22 - Caractère abusif de la clause d'indexation d'un avenant

Compliance

- 23 - Devoir de vigilance
- 25 - Première amende prononcée par l'AFA
- 26 - Droit de se taire lors des contrôles LCB-FT

Et aussi...

- 27 - Calendrier des vacances scolaires 2026-2027

Commentaire

- 28 - Démarchage téléphonique : recueil et conservation du consentement du consommateur

Veilles

- 34 - Veille législative
- 34 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



30

**PRISE EN COMPTE DES ENJEUX RSE
EN CAS DE RUPTURE BRUTALE
ET GAIN MANQUÉ :
ILLUSTRATIONS RÉCENTES**

Revue de jurisprudence de Droit des Affaires 8-9/26

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

Une clause privant un agent d'assurance de son indemnité de fin de mandat qualifiée de clause pénale

Cass. 2^e civ. 12-3-2026 n° 24-13.954 F-B : Décisions 419

La clause qui prive un agent général d'assurance de son indemnité de fin de mandat en cas de violation de son obligation de non-concurrence est une clause pénale susceptible de modération.

Nullité d'une vente : le notaire fautif condamné avec le vendeur insolvable à restituer le prix de vente

Cass. 1^{er} civ. 6-5-2026 n° 23-22.454 F-D : Décisions 422

En cas d'annulation d'une vente, le notaire ayant commis une faute ne peut être condamné in solidum avec le vendeur à restituer le prix de vente à l'acheteur que si l'impossibilité certaine d'obtenir cette restitution auprès du vendeur est établie.

Calcul des limitations de responsabilité du commissionnaire de transport en cas de groupage de transport de marchandises

Cass. com. 15-4-2026 n° 24-20.106 F-B : Décisions 431

Lorsque le commissionnaire de transport auquel un expéditeur confie sa marchandise met cette marchandise dans un conteneur avec d'autres marchandises, le calcul de la limitation de responsabilité qui pèse sur lui en cas de perte de la marchandise se fait au regard du poids total du transport groupé.

Le juge des référés ne peut pas révoquer le gérant d'une société civile

Cass. 3^e civ. 7-5-2026 n° 24-12.164 FS-B : Décisions 435

Cass. 3^e civ. 7-5-2026 n° 24-12.163 FS-D

La révocation judiciaire d'un gérant de société civile ne peut pas être obtenue en référé. Mais la désignation d'un administrateur provisoire peut l'être s'il est prouvé que les circonstances menacent la société d'un péril imminent.

Promesse du dirigeant de céder ses actions s'il est révoqué : la condition n'est pas potestative

Cass. com. 11-2-2026 n° 24-18.443 F-B : Décisions 437

N'est pas affectée d'une condition purement potestative la promesse du président et associé d'une SAS de céder ses actions en cas de révocation ; sa holding patrimoniale, à qui il a transmis ses titres, est tenue par cette promesse si elle y a adhéré.

L'action en justice engagée par un actionnaire contre la société et ses dirigeants relève du tribunal de commerce

CA Versailles 8-1-2026 n° 25/01877 : Décisions 443

L'action en justice engagée par d'anciens actionnaires d'une société contre celle-ci et ses dirigeants relève de la compétence exclusive du tribunal de commerce ; celle exercée contre les commissaires aux comptes relève de la compétence du tribunal judiciaire.

L'appel d'une garantie autonome est valable s'il respecte l'objet contractuel

Cass. com. 1-4-2026 n° 24-13.364 F-B : Décisions 458

La garantie autonome ne peut être appelée ni en dehors de l'objet en considération duquel elle a été consentie ni en cas d'abus ou de fraude manifestes. Pour apprécier cet objet, il faut se référer à l'acte de garantie et au contrat sur la base duquel l'acte a été souscrit.

Litige au sein de l'UE : le demandeur peut saisir le tribunal du domicile apparent du défendeur

Cass. 1^{er} civ. 25-3-2026 n° 24-17.409 F-B : Décisions 477

Dans un litige intra-européen, le demandeur à l'action peut saisir le juge français en se prévalant du domicile apparent du défendeur en France s'il a pu de bonne foi croire qu'il constituait son domicile réel, même si ce dernier est situé dans un autre État membre de l'UE.

Litige au sein de l'UE : les demandes d'une victime d'escroquerie contre deux banques jugées ensemble

Cass. com. 15-4-2026 n° 25-10.321 : Décisions 478

La compétence du juge français a été retenue pour examiner ensemble les demandes engagées contre deux banques, l'une française, l'autre lituanienne, par la victime d'une escroquerie qui a effectué un virement au profit d'une société frauduleuse.

Revue Lamy

Droit des affaires

Chronique : RSE (sept. 2025 – sept. 2026)

Pierre LEQUET

**Les nullités des décisions sociales : la réforme du 12 mars 2025
entre rationalisation textuelle et inachèvement fonctionnel**

Fabrice Léonel N'TCHATAT TOUNYA

**Faut-il supprimer l'élimination de l'associé dans le cadre d'un plan
de redressement ?** *Clément FABRE*

**Groupe et contrôle du motif économique de licenciement :
exclusion de la société de gestion d'un FCP** *Chloé LE BRENN*

**Quel avenir pour le FCPA et la lutte contre la corruption
internationale ?** *Nicola BONUCCI, Vincent FILHOL*

**Retrait litigieux et procédure collective : d'une prohibition
jurisprudentielle à une exception légale encadrée**
Éléonore PARÉ

**Fraude bancaire : vers une clarification du régime
de responsabilité des établissements de crédit**
Christophe JACOMIN, Nour NEGGAZ

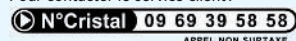
CONSEIL SCIENTIFIQUE

Marie-Pierre Blin-Franchomme : Maître de conférences
HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission
développement durable
Jean-Michel do Carmo Silva : Professeur de droit, Grenoble
École de Management
Emmanuel Daoud : Avocat associé, Cabinet VIGO
Jack Demaison : Avocat associé, SIMON Associés
Laurence Caroline Henry : Professeur - Avocat général en
service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour
de cassation
Arnaud Lecourt : Maître de conférences, Université de Pau et
des pays de l'Adour
Jacques Mestre : Professeur agrégé des Facultés de droit
Cyril Nourissat : Professeur agrégé des Facultés de droit,
Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen
Représentante légale : Rokhaya Pondi
Associé unique : Karnov HoldCo France
Directrice de la publication : Rokhaya Pondi
Directrice des rédactions : Sylvie Duras
Responsable des rédactions : Chloé Mathonnière
Rédacteur en chef : Brice Lemerrier Denos
Rédaction : Salma Akdad, Céline Garnier, Camille Madi,
Victoria Mauriès, Rolanda Ondo, Héroïse Planckaert, Brintha
Selvachandran
Dépôt légal : à parution • Prix au numéro : 81,58 € TTC
N° ISSN (version en ligne) : 2109-9367
N° ISSN (version imprimée) : 1279-8401
Périodicité : mensuel • N° CPPAP : 0130 T 87146 •
Crédit photos : Getty Images • Imprimeur : Duplirprint,
733, rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne • Origine du
papier : Pologne • Taux de fibres recyclées : 0 % •
Certification : PEFC • Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne



Pour contacter le service client :



Courriel : contact@lamyliaisons.fr
Internet : www.lamy-liaisons.fr - www.lamylinenew.fr
- www.liaisons-sociales.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou
partielle, par quelque procédé que ce soit, du contenu de
cette publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur,
est illicite et constitue une contrefaçon, y compris toute
utilisation par des systèmes ou modèles d'intelligence
artificielle ou toute reproduction ou extraction à des fins
de fouille de textes et de données (TDM), notamment
en application de l'article 4 de la Directive (UE) 2019/790.
L'éditeur se réserve expressément ces utilisations.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :
RLDA 2026, n° 228-1 (année, n° de la revue, n° du
commentaire)

SOMMAIRE

ACTUALITÉS

FOCUS	4
SOCIÉTÉS	5
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	6
BANQUE ET FINANCE	7
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	9
CONSUMMATION	10
COMPLIANCE – RSE	11
À RETENIR ÉGALEMENT	12

REPÈRES

SOCIÉTÉS

- Groupe et contrôle du motif économique de licenciement :
exclusion de la société de gestion d'un FCP..... 15
Par Chloé LE BRENN

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

- Retrait litigieux et procédure collective : d'une prohibition
jurisprudentielle à une exception légale encadrée 20
Par Éléonore PARÉ

BANQUE ET FINANCE

- Fraude bancaire : vers une clarification du régime de responsabilité
des établissements de crédit..... 23
Par Christophe JACOMIN et Nour NEGGAZ

CHRONIQUE

- RSE (sept. 2025 – sept. 2026) 27
Par Pierre LEQUET

PERSPECTIVES

ÉTUDE

- Quel avenir pour le FCPA et la lutte contre la corruption internationale ? 42
Par Nicola BONUCCI et Vincent FILHOL
- Faut-il supprimer l'élimination de l'associé dans le cadre d'un plan
de redressement ? 48
Par Clément FABRE

GRAND FORMAT

- Les nullités des décisions sociales : la réforme du 12 mars 2025
entre rationalisation textuelle et inachèvement fonctionnel..... 54
Par Fabrice Léonel N'TCHATAT TOUNYA

Droit & Patrimoine

LE MENSUEL DE TOUS LES PRATICIENS DU DROIT

DOSSIER

LA HOLDING ANIMATRICE

Comment réduire les risques de requalification
et ses conséquences fiscales ?



ÉCLAIRAGE

Réforme des baux
commerciaux
par la loi n° 2026-403
du 26 mai 2026
de simplification
de la vie économique (SVE)

CHRONIQUES

Fiscalité internationale
du patrimoine
Droit des sociétés



 LAMY | KARNOV
LIAISONS GROUP

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Réforme des baux commerciaux

par la loi n° 2026-403 du 26 mai 2026

de simplification de la vie économique (SVE) 6

ENTRETIEN

Commissaires de justice : la nouvelle figure du droit au quotidien

12

La réforme est désormais pleinement incarnée : les anciennes dénominations d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire appartiennent au passé. Dans cet entretien, Benoît Santoire, président de la CNCJ, revient sur cette unification, ses effets concrets sur le terrain et son ambition : mieux faire connaître aux Français un professionnel capable d'intervenir dans les moments clés de la vie juridique, des litiges du quotidien à l'exécution des décisions de justice.

PROFESSIONS

L'inspection d'une étude notariale constitue une ingérence dans le droit au respect du domicile mais est conforme à l'article 8 de la Convention EDH

15

Cass. 1^{re} civ., 17 juin 2026, n° 24-16.774 B

L'inspection d'une étude notariale, bien qu'elle constitue une ingérence dans le droit au respect du domicile au sens de l'article 8 de la Convention EDH, est jugée conforme dès lors qu'elle est prévue par la loi et proportionnée. L'absence d'information préalable du procureur de la République, simple mesure d'organisation, n'affecte ni la régularité de l'inspection ni la valeur de ses constats.



DOSSIER

La holding animatrice

● Holding animatrice : qualification, preuve et stratégies de sécurisation

Nicolas RONTCHEVSKY, professeur agrégé des Facultés de droit et Senior counsel chez Hogan Lovells Cadwalader
Sylvain GUILLAUD-BATAILLE, notaire associé, Guillaud-Bataille notaires, chargé d'enseignement à l'université Paris dauphine, membre du comité juridique de la FNDDP

Jerôme BARRÉ, avocat associé, yards, chargé d'enseignement à l'université Paris dauphine, Paris II, Paris V, ESCP europe, membre du comité juridique de la FNDDP 30

I - La holding animatrice, outil de structuration du patrimoine professionnel et familial 31

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE



© GETTY IMAGE

ANALYSES

Les cessions complexes à l'épreuve du droit de préférence de l'article L. 145-46-1 du Code de commerce 17

Loi relative à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales – un arsenal renforcé sous tension politique 22

CHRONIQUES

Fiscalité internationale du patrimoine (janvier – avril 2026) 39

Droit des sociétés (février – mars 2026) 48

II – Une qualification fiscale construite par strates : doctrine, jurisprudence et textes.....	31
III – La composition du patrimoine de la holding : le test de prépondérance.....	32
IV – Le contrôle des filiales : condition nécessaire, mais non suffisante.....	33
V – La preuve de l'animation : le cœur du risque de requalification.....	34
VI – Dutreil-transmission : continuité de l'activité éligible et conséquences pratiques.....	35
VII – Cas pratique : holding animatrice ou holding interposée ?	36
VIII – Check-list de sécurisation et conclusion.....	38

Actualité des procédures collectives, n° 14 du 04 septembre 2026

Sommaire du numéro

Repère



ORGANE

La subrogation de l'AGS dans les droits des salariés comme obstacle à la qualité de partie affectée

N° 164 - Par Christine GAILHBAUD

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | EXTENSION DE PROCÉDURE

Illustration de l'importance de la motivation de la décision d'extension de procédure

N° 165

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONVERSION

L'appréciation d'un redressement manifestement impossible relève du pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond

N° 166

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

L'AGS ne peut être une partie affectée au titre d'aucune de ses créances

N° 167

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

Notion d'instance en cours : entre ouverture des débats et poursuite du litige au fond

N° 168

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | VÉRIFICATION DES CRÉANCES

L'intrusion de la caution dans la procédure de vérification des créances : une boule dans un jeu de quilles ?

N° 169 - Par Jocelyne VALLANSAN

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMISSION DES CRÉANCES

Créance déjà fixée : défaut d'intérêt à en demander une nouvelle fixation

N° 170

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCE SOCIALE

Créance Urssaf : la contrainte non contestée s'impose au juge-commissaire

N° 171 - Par Bertille GHANDOUR

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | COMPENSATION

Pas de connexité entre des créances de sources différentes

N° 172

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE REDRESSEMENT

Résolution du plan : parquet oublié, cassation assurée !

N° 173

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CESSION

Quand les réquisitions orales du ministère public ouvrent la voie à la dérogation à l'interdiction de reprise par le dirigeant

N° 174 - Par Bertille GHANDOUR

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES TIERS

Responsabilité environnementale de la société mère : la faute n'a plus à être caractérisée selon la loi nouvelle

N° 175

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 4 du 01 août 2026

Sommaire du numéro

Éditorial



AFFAIRE LAFARGE

Après Lafarge : repenser le risque pénal des entreprises en zone sensible

N° 4 - Par Clara GERARD-RODRIGUEZ

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà



DROIT DES AFFAIRES

L'écoulement d'un délai entre la faute grave et la rupture du contrat d'agent commercial ne constitue pas une tolérance du mandant.

N° 71

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Code de bonnes pratiques sur le marquage et l'étiquetage des contenus générés par IA.

N° 72

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Ouverture d'un compte bancaire : une inscription sur une liste de sanctions étrangère ne suffit pas à justifier un refus.

N° 73

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Le droit à la voix doit être mis en balance avec la liberté d'expression en présence d'un débat d'intérêt général.

N° 74

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La loi renforçant les moyens de lutte contre la fraude sociale et fiscale est publiée.

N° 75

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Tracfin peut désormais recevoir et traiter les signalements adressés par des lanceurs d'alerte.

N° 76

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Une rupture des relations commerciales établies dans le transport et durée du préavis.

N° 77

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Notion de notification dans le cadre d'une cession de créance.

N° 78

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Un nouveau dispositif législatif visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile.

N° 79

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Modalité de restitution et d'imputation de la créance de crédit d'impôt recherche.

N° 80

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Les dotations aux amortissements d'un prototype peuvent entrer dans l'assiette du crédit d'impôt recherche.

N° 81

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Forfait en jours invalidé : non répétition de l'indu des jours de RTT.

N° 82

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Heures supplémentaires, annualisation du temps de travail et absence pour maladie.

N° 83

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Durée de renouvellement d'un arrêt de travail à compter de laquelle le prescripteur peut saisir l'avis du service du contrôle médical.

N° 84

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Visites de préreprise et de reprise : simplification du suivi médical des salariés en arrêt de travail.

N° 85

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Rupture conventionnelle proposée durant un arrêt de travail ne présume pas une discrimination en raison de la santé.

N° 86

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Classement dans une catégorie de risque d'accidents du travail et des maladies professionnelles et délai de contestation.

N° 87

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La loi renforçant les moyens de lutte contre la fraude sociale et fiscale est publiée.

N° 88

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Un nouveau dispositif législatif visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile.

N° 89

[Consulter le PDF](#)**Table ronde**

LANCEUR D'ALERTE

Lanceurs d'alerte : une protection singulière... et équilibrée ? Retours pratiques

N° 4 - Par Isabelle GROSSI , Bernard CAZENEUVE , Anaïs COVIAUX , Alexandre MENNUCCI , Renaud SALOMON et Emmanuel ROLLIN

Dossier

PARTAGE DE LA VALEUR

Le partage de la valeur dans l'entreprise

N° 22 - Par Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

OBJETS DU PARTAGE

Les objets du partage de la valeur

N° 23 - Par Nelly JEAN-MARIE et Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

PÉRIMÈTRES DU PARTAGE

Les périmètres du partage de la valeur

N° 24 - Par Emeric JEANSEN

[Consulter le PDF](#)

ACTIONNARIAT SALARIÉ INTERNATIONAL

L'actionnariat salarié international

N° 25 - Par Quitterie TRAVERSAC et Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

BÉNÉFICIAIRES DU PARTAGE DE LA VALEUR

Les bénéficiaires du partage de la valeur

N° 26 - Par Méлина GUIDOUM et Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

ACTES DU PARTAGE

Les actes du partage de la valeur

N° 27 - Par Thomas GÉRARD et Doriane MÉRIGARD

[Consulter le PDF](#)

TRAITEMENT FISCAL ET SOCIAL

Le traitement fiscal et social : au-delà du foisonnement des systèmes, une cohérence ?

N° 28 - Par Pauline DUMORTIER et Frank WISMER

[Consulter le PDF](#)

NATURE JURIDIQUE DES PEE

La nature juridique des plans d'épargne entreprise

N° 29 - Par Grégoire DEBRABANT

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | CLAUSE RÉSOLUTOIRE « BALAI »

Clause résolutoire « balai » : la précision de l'article 1225 du Code civil ne se confond pas avec l'énumération

N° 15 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | PLATEFORMES NUMÉRIQUES

La fiscalité des plateformes (Vinted, Airbnb, OnlyFans, TikTok) : la fin de l'invisibilité fiscale

N° 16 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | BAIL COMMERCIAL

La nullité du bail commercial conclu sur le domaine public

N° 17 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | CONGÉ SUPPLÉMENTAIRE DE NAISSANCE

Congé supplémentaire de naissance : quelles modalités pratiques ?

N° 18 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | CNIL

Méthodologies de référence de la CNIL : une mise à jour bienvenue

N° 19 - Par Julie SCHWARTZ , Joséphine POUR et Gauthier ZIMMER

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 8 du 01 août 2026

Sommaire du numéro

Repère



IA

Le futur en actions

N° 8 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | CESSION DE PARTS SOCIALES

Modification du formalisme des cessions de parts des personnes morales à prépondérance immobilière

N° 101 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | APPORT

Apport au capital d'une société d'une somme reçue par donation : le rapport s'effectue en valeur

N° 102

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PEA

PEA : les parts sociales mutualistes peuvent retarder la clôture ou le transfert du plan

N° 103

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CSRD

La Commission adopte des normes révisées de reporting sur la durabilité

N° 104

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CRD 6

Directive CRD 6 : publication d'un arrêté complétant la transposition en droit français

N° 105

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COOPÉRATIVE

Modification des seuils de révision coopérative

N° 106

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | NORMES ESRS

Une réforme d'ampleur pour renforcer la gouvernance, le contrôle et le financement du secteur

N° 107

[Consulter le PDF](#)

Études

DEVOIR DE VIGILANCE

La responsabilité des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement en droits français et italien

N° 9 - Par Virginie MERCIER

[Consulter le PDF](#)

EU INC.

EU Inc. : un pas en avant, deux pas en arrière ?

N° 10 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ASSOCIÉ

Consécration de la « clause d'éviction » de l'associé

N° 82 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le « gel des fonds » russes emporte interdiction absolue et inconditionnelle de participer ou de voter aux assemblées

N° 83 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | OBLIGATAIRES

Autorisation d'agir du représentant de la masse des obligataires : la consultation écrite est admise

N° 84 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE

Prorogation de la société et abus de minorité

N° 85 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

Absence de qualité à agir et responsabilité à l'égard des tiers

N° 86 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

Admission limitée de la nullité pour absence de désignation d'un commissaire aux comptes

N° 87 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

Abus de biens sociaux résultant d'un compte courant d'associé débiteur

N° 88 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

Régime des sociétés mères et filiales pour les distributions reçues d'une filiale

N° 89 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Principe d'assimilation en droit interne

N° 90 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | DEVOIR DE VIGILANCE

Affaire Total Climat : reconnaissance et premiers contours du devoir de vigilance climatique

N° 91 - Par Arnaud CASADO et Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

Journal du Droit international Clunet, n° 3 du 01 juillet 2026

Sommaire du numéro

Doctrine



DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

La Cour internationale de justice : une octogénaire plutôt bien portante

N° 6 - Par Guillaume LE FLOCH

[Consulter le PDF](#)

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Commentaire de l'avant-projet de loi générale de droit international privé brésilien

N° 7 - Par Gustavo CERQUEIRA et Nicolas NORD

[Consulter le PDF](#)

Variétés



DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'entrée en vigueur de l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche : les outils du commerce international au soutien de la protection de l'environnement ?

N° 6 - Par Arnaud DE NANTEUIL

[Consulter le PDF](#)

PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le règlement « Procédures » : une procéduralisation efficiente du public enforcement transfrontalier du RGPD ?

N° 7 - Par Ludovic PAILLER

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



FRANCE | DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

La loi étrangère applicable à la filiation ne peut pas être écartée au seul motif qu'elle contient des dispositions contraires à l'ordre public international français

N° 10 - Par Johanna GUILLAUMÉ

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

La délicate articulation de la prestation compensatoire française et de la matrimonial property anglaise

N° 11 - Par Bernard HAFTEL

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Clairs-obscur sur la loi applicable à l'enrichissement sans cause

N° 12 - Par Maxime BARBA

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | COMPÉTENCE

Transfert de siège social vers un État non membre de l'Union européenne

N° 13 - Par Hervé SYNDET

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | EXEQUATUR

L'exequatur du jugement étranger d'adoption simple entre obligation (de l'obtenir) et faculté (de choisir le juge territorialement compétent)

N° 14 - Par Christelle CHALAS

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Précisions sur le critère de « première résidence habituelle après le mariage »

N° 15 - Par Sara GODECHOT-PATRIS

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | UNION EUROPÉENNE

Transcription d'un mariage entre personnes de même sexe sur les registres de l'état civil polonais : la CJUE développe le droit à la reconnaissance

N° 16 - Par Amélie PANET-MARRE

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Actions de groupe et plateformes en ligne : l'adaptation du for du dommage

N° 17 - Par Augustin GRIDEL

[Consulter le PDF](#)

Chronique



DROITS DE L'HOMME

Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2025)

N° 5 - Par Emmanuel DECAUX , Sébastien TOUZÉ , Sarah JAMAL , Célia AUBRY , Emma BOUDET , Myriam DAHHAN , Lèna DEGOBERT , Victoria DHAISNE , Olivia GALLOT , Anna GLAZEWSKI , Cécile GOUBAULT--LARRECQ , Tara IBRAHIM , Pierre JOURDAIN , Audrey LEBRET , Claire MÉRIC , Alexandre MILIANI , Alexandre PALANCO , Olivier PEDEBOY , Marc PICHARD , Marc SERVANT , Eugénie VENDROUX et Arthur VITTEAUX-FAVREAU

[Consulter le PDF](#)

Bibliographie



COMPTES RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

The Hague Convention on Choice of Court Agreements - A Commentary

N° 8 - Par Catherine KESSEDJIAN

[Consulter le PDF](#)

COMPTES RENDUS D'OUVRAGES | ARBITRAGE

Arbitrage et propriété intellectuelle, une approche renouvelée de la territorialité

N° 9 - Par Jacques RAYNARD

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 36 du 07 septembre 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

« Solidarité numérique » : l'urgence à l'ère de l'IA

N° 1018 - Par Mustapha MEKKI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

Catherine Mathieu, pour une justice transparente

N° 1019 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | RÉSEAUX SOCIAUX

L'accord Meta : réguler par le prétoire ?

N° 1020 - Par Laurent VALLÉE

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | UNIVERSITÉS

Un professeur d'université ne devrait pas concéder cela

N° 1021 - Par Gustavo CERQUEIRA et Renaud BOURGET

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | GESTATION POUR AUTRUI

Exequatur et GPA : fin de partie ?

N° 1022 - Par Sophie DUPARC

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE DE DOMMAGES

Qui peut être considéré comme victime d'un acte de terrorisme ?

N° 1023 - Par Juliette BRUNIE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES

Facturation électronique : les premières obligations applicables au 1er septembre 2026

N° 1024

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Compensation versus prescription

N° 1025 - Par Marc MIGNOT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONJOINT COLLABORATEUR

Conjoint collaborateur : un changement de statut à anticiper avant le 1er janvier 2027

N° 1026

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Arrêts de travail : des durées de prescription plafonnées au 1er septembre 2026

N° 1027

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE-EMPLOI

Assurance chômage : les nouvelles règles applicables au 1er septembre 2026

N° 1028

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RETRAITES

Retraite et parentalité : un calcul plus favorable à compter du 1er septembre 2026

N° 1029

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 27 août au 2 septembre 2026

N° 1030

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS

Champ d'application de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation

N° 1031

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DES COMPTES

Projet Scribe : la Cour des comptes sanctionne une faute collective à l'origine d'un préjudice de plus de 30 M€ pour l'État

N° 1032

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 27 août au 2 septembre 2026

N° 1033

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Visites familiales en prison

N° 1034 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ DE PENSÉE, DE CONSCIENCE ET DE RELIGION

Quelle obligation positive de fournir un régime végétarien en milieu fermé ?

N° 1035 - Par Gérard GONZALEZ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | AMNISTIE

Confrontation entre loi d'amnistie et procédure préjudicielle

N° 1036 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Confidentialité de la correspondance avocat-client, lorsque avocat et client sont dans un pays tiers

N° 1037 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES ANIMAUX

Publication du nouveau règlement concernant les chiens et les chats

N° 1038

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | MARCHÉS FINANCIERS

Point d'accès unique européen : normes techniques de réglementation sur l'accès aux informations réglementées

N° 1039

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | MARCHÉS FINANCIERS

Marchés financiers : nouvelles règles de simplification et d'harmonisation pour les prospectus

N° 1040

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | COOPÉRATION JUDICIAIRE

SIRIUS 2025 : l'accès transfrontière aux preuves électroniques à la veille d'une réforme majeure

N° 1041

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES MINEURS

Le ministère de la Justice renforce la lutte contre les déplacements illicites d'enfants à l'international

N° 1042

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERNET

DSA : ChatGPT, Reddit et Roblox sur la liste des « très grands »

N° 1043

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | NON BIS IN IDEM

Clarification ou affaiblissement des critères d'application du principe non bis in idem ?

N° 1044 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CAUTIONNEMENT

Un arrêt pédagogique quant à la caution

N° 1045 - Par Pascal GOURDON

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Le droit à l'Université de la Polynésie française

N° 1046 - Par Jean-Baptiste VILA

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine**

L'ÉTUDE | PROCÉDURE PÉNALE

Loi du 23 juillet 2026 sur la justice criminelle et le respect des victimes

N° 1047 - Par Morgane DAURY-FAUVEAU

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Jurisprudence constitutionnelle

N° 1048 - Par Michel VERPEAUX , Anne-Laure CASSARD-VALEMBOIS et Ariana
MACAYA

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 37 du 10 septembre 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



CONGÉ

3 QUESTIONS - Nouveaux droits, dans l'entreprise, des salariés parents d'enfants gravement malades

N° 743 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

Aides publiques aux entreprises : état des lieux

N° 744

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Code des procédures civiles d'exécution - Édition 2027

N° 745

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Communication - Commerce électronique

N° 746

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

L'usage de l'IA dans les entreprises

N° 747

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | MARD

Conseil national de la médiation : un nouveau cadre de référence pour la médiation en France

N° 748 - Par Henri-Joseph TRÉMOLET DE VILLERS et Charlotte DUFOUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

La clause de révision automatique du loyer sans plafond réputée non écrite

N° 749

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Reclassification des sociétés d'investissement, gestion des risques opérationnels et reporting : l'ABE lance trois consultations

N° 750

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Surveillance prudentielle des établissements de crédit : répartition des rôles et responsabilités entre la BCE et les ACN

N° 751

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Point d'accès unique européen : normes techniques de réglementation sur l'accès aux informations réglementées

N° 752

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Entente : expertise, loyauté de la preuve et principe du contradictoire

N° 753

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Appropriation par le nouvel employeur d'informations confidentielles de l'ancien employeur

N° 754

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Caducité : disparition d'un élément essentiel du contrat indépendamment de la volonté des parties

N° 755

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Répétition de l'indu et paris sportifs en ligne : limites de l'exception de jeu et modulation des restitutions

N° 756

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT D'ENTREPRISE

Sous-traitance et cautionnement : l'étendue de l'obligation d'information du maître de l'ouvrage

N° 757

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Nouvelles règles de simplification et d'harmonisation pour les prospectus

N° 758

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARQUE

Compétence judiciaire et interdiction d'usage d'une dénomination sociale

N° 759

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Branche AT-MP : plusieurs mesures annoncées pour rétablir l'équilibre financier dès 2027

N° 760

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Heures de travail accomplies et charge de la preuve

N° 761

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Arrêts de travail : des durées de prescription plafonnées à compter du 1er septembre 2026

N° 762

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Conjoint collaborateur : un changement de statut à anticiper avant le 1er janvier 2027

N° 763

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Facturation électronique : les premières obligations applicables au 1er septembre 2026

N° 764

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Facturation électronique : conséquences sur la mission de certification des comptes du commissaire aux comptes

N° 765

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Location d'un immeuble au cessionnaire d'un fonds de commerce et obligation de régularisation de la TVA

N° 766

[Consulter le PDF](#)**Études et commentaires**

AFFAIRES | CONCURRENCE

FDJ/ZEturf (2023) - FDJ/Kindred (2024) : à nouveau des engagements ou de nouveaux engagements ?

N° 1259 - Par Philippe COUTON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Les transports : activités, contrats et responsabilités

N° 1260 - Par Isabelle BON-GARCIN , Jeremy HEYMANN et Laurent SIGUOIRT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

Interdiction des transactions avant la cessation effective des relations d'agence commerciale ?

N° 1261 - Par Philippe GRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Quelle sanction pour le bail commercial consenti sur le domaine public ?

N° 1262 - Par Guillaume BUY

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1263 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE

Trusts et fondations de famille : capacité contributive et assiette élargie de l'ISF/IFI

N° 1264 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

Revue de droit bancaire et financier, n° 4 du 01 juillet 2026

Sommaire du numéro

Repère



ACPR

Le renforcement de l'indépendance de l'ACPR par l'ordonnance du 8 avril 2026

N° 4 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Retour sur les difficultés entourant la preuve de la remise de la FIPEN

N° 60 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CLIMAT

La Banque de France et l'ACPR renforcent l'intégration des enjeux climatiques dans leurs missions

N° 61

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SYSTÈME BANCAIRE

Publication du pilier 3 relatif aux risques ESG, aux expositions sur actions et au système bancaire parallèle, dans le cadre d'un effort de simplification

N° 62

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUES ET SERVICES FINANCIERS

Réponse à la proposition américaine de Bâle III pour 2026

N° 63

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SYSTÈME BANCAIRE

Rapport annuel 2025 de l'EBA

N° 64

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SYSTÈME BANCAIRE INTERNATIONAL

Signature d'un protocole d'accord visant à renforcer la coopération en matière de surveillance des activités internationales liées aux stablecoins

N° 65

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES BANCAIRES

Rapport sur la gestion des risques liés aux TIC

N° 66

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SYSTÈME BANCAIRE INTERNATIONAL

Projet Agorá : tokenisation et paiements transfrontaliers wholesale

N° 67

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMLA

Accélération estivale de la mise en oeuvre du nouveau cadre opérationnel LCB-FT de l'Union européenne

N° 68

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉS FINANCIERS

Exercice mondial de simulation de défaillance des contreparties centrales

N° 69

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFG

Guide pratique DORA 2026 de l'AFG : de la préparation à la démonstration de la conformité

N° 70

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ESMA

Rapport annuel 2025 de l'ESMA : accent sur le renforcement de la surveillance, la simplification réglementaire et l'innovation

N° 71

[Consulter le PDF](#)

EN BREF | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 2026-1207 QPC du 19 juin 2026 concernant les frais bancaires sur succession

N° 72 - Par Jean-François PENIGUEL

[Consulter le PDF](#)

EN BREF | PRÉLÈVEMENT BANCAIRE

Prélèvements sur les relevés de compte : vers un renforcement de la lisibilité ?

N° 73 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)**Entretiens**

RISQUES GÉOPOLITIQUES

Crise pétrolière et contexte géopolitique : les impacts financiers sur les marchés et les entreprises

N° 2 - Par Olivier DE MAISON ROUGE

[Consulter le PDF](#)

DATA CENTER

Data centers : les nouveaux actifs critiques

N° 3 - Par Guillaume AUBATIER , Pierre-Olivier ALLY et Benjamin FONTANI

[Consulter le PDF](#)**Chronique**

BANQUE

Un an de droit intéressant les IOBSP (1er juillet 2025 - 1er juillet 2026)

N° 4 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)**Études**

FRAUDE AUX OPÉRATIONS DE PAIEMENT

Les fraudes bancaires via Apple Pay : présentation et difficultés

N° 11 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La Caisse des dépôts et consignations

N° 12 - Par Bruno DEFFAINS

[Consulter le PDF](#)

NANTISSEMENT DE CRYPTO-ACTIFS

Regards sur le décret du 29 mai 2026 relatif au transfert de propriété et au nantissement d'actifs numériques

N° 13 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

MICRO-CRÉDIT

Du « micro-crédit » au « mini-crédit » : usage et mésusage d'un emprunt lexical

N° 14 - Par Tatiana KOZLOVSKY

[Consulter le PDF](#)

CONTRAT DE CRÉDIT

Déchéance du terme et résolution dans les contrats de crédit

N° 15 - Par Olivier MAURUS

[Consulter le PDF](#)**Commentaires**

DROIT BANCAIRE | DIRECTIVE CRD VI

Nouvelles règles prudentielles : ce que change le décret du 24 avril 2026

N° 119

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | DORA

Le premier rapport des AES sur les incidents majeurs TIC sous DORA à l'heure des menaces liées à l'IA

N° 120 - Par Sylvain LAMBERT

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT AUTORISÉES

Devoir de vigilance : l'appréciation de la réaction du banquier ayant alerté son client

N° 121 - Par Bastien MICHALET

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT AUTORISÉES

Application du régime de l'article L. 133-21 du Code monétaire et financier à une fraude au faux prêt bancaire

N° 122 - Par Bastien MICHALET

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | FORCLUSION

Confirmation de la portée du délai de forclusion prévu à l'article L. 133-24 du Code monétaire et financier encadrant l'action de l'utilisateur de services de paiement

N° 123 - Par Guillaume CAVROIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Proportionnalité en matière de cautionnement

N° 124 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Formalisme et cautionnement

N° 125 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Proportionnalité et fiche patrimoniale en matière de cautionnement

N° 126 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Proportionnalité et cautionnement

N° 127 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE MOBILIÈRE

Juge de l'exécution et contestation de saisie mobilière

N° 128 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE IMMOBILIÈRE

Saisie immobilière et proportionnalité

N° 129 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE IMMOBILIÈRE

Saisie immobilière et calcul de la créance

N° 130 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE IMMOBILIÈRE

Saisie immobilière et insaisissabilité

N° 131 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

Surendettement et bonne foi

N° 132 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ORDONNANCE EUROPÉENNE DE SAISIE CONSERVATOIRE

Conditions d'obtention d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires

N° 133 - Par Juliette MOREL-MAROGER

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RÉOLUTION BANCAIRE

Révision du cadre de la résolution bancaire

N° 134 - Par Juliette MOREL-MAROGER

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

Engagement de la responsabilité extracontractuelle de la BCE : une victoire en demi-teinte des actionnaires

N° 135 - Par Gaëlle HARDY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

Nouveaux recueils de bonnes pratiques face aux risques environnementaux

N° 136 - Par Gaëlle HARDY

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF

Consultation publique de l'AMF sur l'éligibilité de certains actifs à l'actif des OPCVM

N° 137 - Par Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | GESTION COLLECTIVE

Modalités d'enregistrement des personnes morales, autres que des sociétés de gestion de portefeuille, gérant certains Autres FIA

N° 138 - Par Isabelle RIASSETTO

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DEVOIR DE VIGILANCE

Déréglementation climatique, auto-régulation des entreprises et l'office du juge en matière de devoir de vigilance

N° 139 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | RETRAIT OBLIGATOIRE

La présomption de l'article 15, § 5, alinéa 3, de la directive OPA est-elle irréfragable ou réfragable ?

N° 140 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DÉCLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Une législation nationale peut-elle comporter des exigences plus strictes que celles prévues à l'article 10 de la directive Transparence ?

N° 141 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)**Meilleure pratique**

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

L'étude de la solvabilité des clients suite à la réforme du crédit à la consommation

N° 4 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 4 du 01 juillet 2026

Sommaire du numéro

Repère



INSOLVABILITÉ

Des comités « de » créanciers... aux comités « des » créanciers

N° 4 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | CRÉANCES

Financement structuré d'une acquisition d'actifs : l'unité économique ne suffit pas à établir la connexité

N° 30 - Par John-Matthieu CHANDLER

[Consulter le PDF](#)

FOCUS | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

1er mars - 1er mai 2026

N° 31 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | URSSAF

Mise en place de dispositifs de soutien aux entrepreneurs en difficulté du fait de la hausse du coût de l'énergie

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE

Défaillances d'entreprises : les tendances à l'oeuvre après 6 années

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

Du 1er juin au 15 juillet 2026

N° 34

[Consulter le PDF](#)

Études



INSOLVABILITÉ

La directive (UE) 2026/799 harmonisant certains aspects du droit de l'insolvabilité

N° 7 - Par Thomas MASTRULLO et Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

GARANTIE DES SALAIRES

Le recours subrogatoire de l'AGS à l'épreuve de la constitution des classes de parties affectées

N° 8 - Par Christine GAILHBAUD

[Consulter le PDF](#)**Commentaires**

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

Contestations des plans par les créanciers affectés

N° 66 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | INTERDICTION DES PAIEMENTS

Absence d'ensemble contractuel unique : les créances réciproques ne sont pas connexes

N° 67 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE - MISSION D'ASSISTANCE

La requête aux fins de saisie contrefaçon n'est pas un acte de gestion courante et ne requiert pas l'assistance de l'administrateur judiciaire

N° 68 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | ACTE ÉTRANGER À LA GESTION COURANTE

Cession de véhicules sans autorisation du mandataire judiciaire

N° 69 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | DURÉE DE LA PÉRIODE D'OBSERVATION

Prolongation d'activité exceptionnelle : une procédure attitrée au seul ministère public

N° 70 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | CONVERSION EN LIQUIDATION

Rejet du plan, rapport du juge-commissaire et redressement impossible

N° 71 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES POURSUITES

Application de la règle de l'arrêt des poursuites au créancier professionnel dont la créance est née avant le 15 mai 2022

N° 72 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES POURSUITES

Arrêt des poursuites pendant le plan, insaisissabilité du bien et exigibilité de la dette déclarée

N° 73 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

PLAN DE CONTINUATION | ADOPTION DU PLAN DE CONTINUATION

Un plan de redressement peut-il être adopté après l'expiration de la durée fixée pour la période d'observation ?

N° 74 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLAN DE CONTINUATION | CONTENU DU PLAN DE CONTINUATION

L'échelonnement des créances déclarées fait obstacle à la saisie d'un bien dont l'insaisissabilité est pourtant inopposable

N° 75 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLAN DE CONTINUATION | CONTENU DU PLAN DE CONTINUATION

Une interprétation nécessairement stricte des engagements pris par le débiteur dans le projet de plan

N° 76 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

Dossier



DROIT DES BIENS

Droit des biens et procédures collectives

N° 32 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

BIENS

La distinction des biens saisissables et des biens insaisissables

N° 33 - Par Audrey BORGHINI

[Consulter le PDF](#)

BIENS

La distinction entre les biens meubles et immeubles

N° 34 - Par Julie BRICCA

[Consulter le PDF](#)

BIENS

La distinction des biens professionnels et des biens non professionnels

N° 35 - Par Chérazade LHADDAD

[Consulter le PDF](#)

BIENS

Distinction entre biens fongibles et biens non fongibles

N° 36 - Par Tiffany MANNENT

[Consulter le PDF](#)

SÛRETÉ

Fiducie et procédure collective

N° 37 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

BIENS

Communauté des époux et procédures collectives

N° 38 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PATRIMOINE

La réunion des patrimoines

N° 39 - Par Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

BIENS

Subrogation réelle et procédures collectives

N° 40 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

SÛRETÉS

Dépossession, gage mobilier et procédures collectives

N° 41 - Par Pierre-Michel LE CORRE et Emmanuelle LE CORRE-BROLY

[Consulter le PDF](#)

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 4 du 27 juillet 2026

Sommaire du numéro

Éditorial



ANTICORRUPTION

Une décision inédite pour clore une décennie de construction du référentiel anticorruption

N° 148 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Actualités



VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

Libération de deux ex-dirigeants du groupe Lafarge condamnés pour financement du terrorisme

N° 149

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CNIL

Données de santé : sanction de 5 millions d'euros prononcée par la CNIL contre la société IQVIA

N° 150

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ABROGATION DU CODE NOIR

Proposition de loi abrogeant le Code noir adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale

N° 151

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ATTEINTES À LA PROBITÉ

Hausse des atteintes à la probité dans la police

N° 152

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFENSEUR DES DROITS

Publication d'un rapport par le Défenseur des droits sur la protection des lanceurs d'alerte

N° 153

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COLLECTIF ANTI-CORRUPTION

De grandes banques visées par un collectif anti-corruption dans le cadre de l'affaire des ports africains impliquant le groupe Bolloré

N° 154

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMMUNICATIONS SUR LE PROGRÈS 2025

Publication de l'étude annuelle sur les Communications sur le Progrès 2025 par le Pacte mondial - Réseau France

N° 155

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GROUPE FRANCO-ALLEMAND KNDS

Renforcement par le groupe franco-allemand KNDS de sa gouvernance ESG et de ses dispositifs de conformité

N° 156

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT ANNUEL

Rapport annuel de la CNIL

N° 157

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Allemagne : perquisition au siège de la Fédération allemande de football pour des soupçons de corruption

N° 158

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LETTONIE

Allemagne/Lettonie : publication de rapports annuels pour 2025 de l'Office central allemand pour l'application des sanctions et de la Cellule de renseignement financier lettone

N° 159

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | NOUVEAU GOUVERNEMENT

Hongrie : présentation par le nouveau Gouvernement de mesures anticorruption

N° 160

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : publication d'un rapport sur les évolutions des exportations de biens à double usage en provenance des États membres de l'UE

N° 161

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE ANTI-BLANCHIMENT

Lutte anti-blanchiment et reporting package de l'AMLA

N° 162

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : amendement des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et de la Russie

N° 163

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : proposition d'un 21e paquet de sanctions contre la Russie

N° 164

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GRECO

Poursuite par le GRECO de l'évaluation des dispositifs de prévention de la corruption

N° 165

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LITUANIE

Lituanie : publication du rapport de conformité du GRECO

N° 166

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Union européenne : interdiction par la Cour de justice de l'Union européenne des refus d'ouverture de compte bancaire fondés uniquement sur une inscription sur une liste de sanctions américaine

N° 167

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : de nouvelles mesures restrictives européennes ciblent la Russie

N° 168

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Chine : mise à jour de la liste de contrôle des exportations de produits chimiques en parallèle de discussions avec Washington sur l'exportation de terres rares

N° 169

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis/Royaume-Uni : publication d'une Guidance commune OFAC-OFSI

N° 170

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : une responsable régionale d'une société de fret condamnée à 18 mois de prison pour contournement des contrôles à l'exportation

N° 171

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : le groupe Bosch condamné par le BIS à 36 millions de dollars d'amende pour violation des restrictions d'exportation

N° 172

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : sanction par l'OFAC des commandants rwandais des FDLR et du M23

N° 173

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : nouvelles sanctions contre l'Iran dans le cadre de l'opération « Economic Fury »

N° 174

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : publication par l'OFAC de nouvelles mesures restrictives à l'encontre de Cuba et une FAQ dans un contexte de crise économique pour La Havane

N° 175

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : non-présentation du directeur général de Nvidia au Congrès malgré une requête d'audition de la Commission bancaire

N° 176

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : publication de nouvelles mesures pour interrompre les livraisons de puces d'IA de la société Nvidia à des entreprises chinoises situées hors de Chine

N° 177

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : publication d'un guide introductif aux sanctions de l'OFAC

N° 178

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : allégation de favoritisme pour les entreprises construisant la nouvelle salle de bal commandée par le président Trump

N° 179

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OMAN

Oman : renforcement du cadre pénal contre la corruption dans le secteur privé

N° 180

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

Royaume-Uni : prononcé par le Trésor de sa plus lourde amende pour violation des sanctions contre la Russie

N° 181

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

Royaume-Uni : mise à jour de la directive sur le contrôle des utilisations finales à des fins militaires

N° 182

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

Royaume-Uni : sanction prononcée par l'OFSI contre la succursale londonienne de la Deutsche Bank pour violation des sanctions contre la Russie

N° 183

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

Suisse : extension des facilitations en matière de contrôle des exportations de matériel de guerre

N° 184 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

Fast fashion - loi du 8 juillet 2026 visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile

N° 185

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSOMMATEURS

Consommateurs - rapport d'activité 2025 de la DGCCRF

N° 186

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GREENWASHING

Greenwashing - condamnation de Volvic par le tribunal judiciaire de Paris

N° 187

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance climatique - décision du tribunal judiciaire dans l'affaire TotalEnergies

N° 188

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GREENWASHING

Greenwashing - publication de la FAQ sur la directive Empowering Consumers for the Green Transition

N° 189

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REPORTING DE DURABILITÉ

Reporting de durabilité - projet de normes de durabilité pour les entreprises non européennes

N° 190

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REPORTING DE DURABILITÉ

Reporting de durabilité - adoption des normes de reporting de durabilité révisées et du standard volontaire

N° 191

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT DÉFORESTATION

Règlement Déforestation - mise à jour du périmètre produits et des règles du système d'information

N° 192

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMMISSION EUROPÉENNE

Règlement produits issus du travail forcé - lancement du portail unique et des premiers outils d'application

N° 193

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

OCDE - rapport « Perspectives de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises 2026 »

N° 194 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Chronique



ENQUÊTE INTERNE

Vers une consécration législative de l'enquête interne ?

N° 195 - Par Éric RUSSO et Paul PIRONNET

[Consulter le PDF](#)

Études



LEGAL PRIVILEGE

Le « legal privilege » à la française : la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise consacrée mais inachevée

N° 196 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

RISQUE PÉNAL DES ENTREPRISES

Entreprises et zones sensibles : la diligence raisonnable renforcée comme outil de prévention du risque pénal

N° 197 - Par Clara GÉRARD-RODRIGUEZ

[Consulter le PDF](#)

CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Turbulences en vol : l'exposition des transporteurs aériens aux règles de la trade compliance

N° 198 - Par Laurent GROSCLAUDE

[Consulter le PDF](#)**Commentaires**

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Jugement Lafarge : la responsabilité pénale globale des groupes

N° 199 - Par Sophie SCEMLA et Calypso KORKIKIAN

[Consulter le PDF](#)

CNIL

Nouvelle recommandation de la CNIL en matière de crédit

N° 200 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance et activités en Afrique : les nouvelles règles du jeu pour les groupes internationaux et entreprises africaines

N° 201 - Par Reagan INTOLE

[Consulter le PDF](#)

À la une

« Des Gens beaux » au Quai de l'Horloge
ou la reconnaissance tonitruante du droit à la voixnote par Quentin LE PLUARD sous Cass. 1^{re} civ., 24 juin 2026

La Cour de cassation consacre le droit au respect de la voix et aligne son régime sur celui du droit à l'image, tout en précisant les limites de sa protection, notamment au regard du débat d'intérêt général.



© Adobe-Stock. Généré à l'aide de l'IA

Actualité

Le timide démarrage de la mise
en état conventionnelle

focus

Violences sexuelles
sur mineurs : après l'émoi
et la réaction législative,
l'heure du bilan

libres propos par Samuel LELLOUCH,
Martina BIONDO-VINCENTI
et Alexandre GONZALEZ

Doctrine

Focus sur les besoins dans
les obligations familiales
d'ordre patrimonial

étude par Christelle RIEUBERNET

Jurisprudence

Abus d'un état de dépendance
et vulnérabilité connue
du cocontractant

note par Gaël CHANTEPIE
sous Cass. 3^e civ., 4 juin 2026

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL
ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Guillaume BEAUSSONIE, Stéphane DETRAZ, Julie LEONHARD, Catherine MÉNABÉ et Stéphane RAPIN



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense

92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement,

sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins

d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément

à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL494e1 ■ Le timide démarrage de la mise en état conventionnelle 3

GPL493s2 ■ État de droit en France : un cadre solide mais des faiblesses
justifiant la poursuite des réformes 5

GPL493q9 ■ « Les barreaux de taille moyenne favorisent un exercice
beaucoup plus serein de notre profession »
entretien avec Delphine DEBORD-GUY 6

GPL493f5 ■ Violences sexuelles sur mineurs : après l'émoi et la réaction
législative, l'heure du bilan
libres propos par Samuel LELLOUCH, Martina BIONDO-VINCENTI
et Alexandre GONZALEZ 8

Doctrine

GPL493d8 ■ Focus sur les besoins dans les obligations familiales d'ordre
patrimonial
étude par Christelle RIEUBERNET 11

Jurisprudence

GPL494d5 ■ Abus d'un état de dépendance et vulnérabilité connue
du cocontractant
note par Gaël CHANTEPIE sous Cass. 3^e civ., 4 juin 2026 15

GPL493z3 ■ « *Des Gens beaux* » au Quai de l'Horloge
ou la reconnaissance tonitruante du droit à la voix
note par Quentin LE PLUARD sous Cass. 1^{re} civ., 24 juin 2026 18

GPL493r2 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 22

GPL493e2 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 25

GPL493n6 ■ Chronique de jurisprudence de droit des contrats
par Dimitri HOUTCIEFF en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL493n6>



Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

29

Sous la responsabilité scientifique de

Emmanuel DREYER et François FOURMENT

DOCTRINE

Les « labels de développement durable » : la fabrique juridique de la confiance

Cyril Noblot

Naviguer hors du droit : la fiction du pavillon à l'épreuve de la flotte *fantôme*

Sandrine Drapier

De l'autorité patriarcale à l'aveuglement juridique : l'ineffectivité de la protection des enfants victimes de violences sexuelles

Khadija Azougach

JURISPRUDENCE

Violences intrafamiliales : le prévenu a le droit d'être confronté à la victime, même mineure, sauf obstacle insurmontable

(Cass. crim., 28 mai 2026, n° 25-82.732)

Clément Jouen

Qui paie mal, même entre les mains d'un escroc, paie deux fois

(Cass. com., 17 juin 2026, n° 24-13.306)

Ariane Villéger

DOCTRINE

LPA204k2 Droit et littérature, côté droit : deux approches en question

PAGE 4

Nicolas Bareït

Le mouvement « droit et littérature » réunit différentes manières d'étudier les relations qui peuvent se tisser entre le droit et la littérature. Or toutes les approches ne présentent pas le même intérêt scientifique. En particulier, deux d'entre elles, volontiers employées par les juristes, posent question quant à leur bien-fondé : l'approche anthologique et l'approche juridico-positiviste. Par-delà la dimension méthodologique, l'enjeu est celui du positionnement du droit par rapport à la littérature.

LPA204k1 Les apports de la loi n° 2026-403 du 26 mai 2026 de simplification de la vie économique au régime du bail commercial

PAGE 8

Patrice Battistini

La loi n° 2026-403 du 26 mai 2026 de simplification de la vie économique modifie de manière significative le régime des baux commerciaux. Elle intervient tant sur le droit de préemption du locataire que sur les modalités de paiement du loyer, l'encadrement des garanties ou encore le régime de la clause résolutoire. Ces évolutions traduisent une volonté de sécurisation et de rééquilibrage des relations entre bailleurs et preneurs.

LPA204k3 Intelligence artificielle et contentieux administratif : la question renouvelée du ministère d'avocat

PAGE 13

François Bas

L'intelligence artificielle banalise la rédaction des écritures juridiques. Loin de fragiliser l'avocat publiciste, cette évolution montre au contraire combien son rôle demeure essentiel, aux côtés du juge administratif, pour garantir la qualité du procès.

LPA204k6 Les « labels de développement durable » : la fabrique juridique de la confiance

PAGE 18

Cyril Noblot

Cet article montre que la crédibilité du label de développement durable (LDD) est le fruit d'une ingénierie juridique exigeante. Il analyse la structure normative qui gouverne le LDD. Tirée du régime des pratiques commerciales déloyales, une lex generalis pose les bases d'un triptyque de la confiance, fait de pertinence, d'accessibilité et d'impartialité. Issue de la directive n° 2024/825 et du projet de sa transposition en cours d'élaboration, une lex specialis consolide l'impartialité par l'exigence d'un système de certification. La proposition de directive Green Claims (GCD), mobilisée comme étalon critique, révèle des lacunes, notamment quant à la dimension sociale des LDD. L'article plaide pour l'extension à l'ensemble des LDD de ses exigences les plus rigoureuses, dès lors qu'elles n'ont rien de spécifiques aux labels environnementaux.

LPA204j9 Naviguer hors du droit : la fiction du pavillon à l'épreuve de la flotte *fantôme*

PAGE 29

Sandrine Drapier

L'essor récent de la flotte dite fantôme met en lumière une transformation profonde des modalités contemporaines de l'illégalité en mer en s'inscrivant dans une continuité juridique bien connue du droit maritime, celle des pavillons de complaisance. Derrière cette notion se développent des pratiques de dissimulation – fraude au pavillon, manipulation des systèmes d'identification, recours à des structures sociétaires opaques – qui fragilisent l'identification des navires et l'effectivité des mécanismes de contrôle en mer. Puisque le droit international est fondé sur le rattachement du navire à l'État du pavillon qui y exerce sa juridiction effective, il se trouve fragilisé par des pratiques en exploitant méthodiquement les interstices, particulièrement pour échapper aux sanctions européennes contre la Russie. À travers l'étude des critères d'identification de ces navires et des conditions de leur arraisonnement, il apparaît que la flotte fantôme opère comme un révélateur des faiblesses du droit international maritime contemporain. La lutte contre la flotte fantôme suppose de dépasser la seule responsabilité du capitaine pour atteindre les propriétaires, exploitants et bénéficiaires effectifs de l'exploitation du navire dans une logique de chaîne de responsabilité en matière de transport maritime.

LPA204k9 Les organisateurs sportifs à l'épreuve de l'obligation d'information

PAGE 41

Jean-Pierre Vial

Coup sur coup, la première chambre civile puis l'assemblée plénière de la Cour de cassation viennent de rendre deux arrêts qui marquent une nouvelle étape, et pas des moindres, dans le renforcement de l'obligation de sécurité des organisateurs sportifs dont l'obligation d'information pourrait devenir une composante majeure.

LPA204l0 De l'autorité patriarcale à l'aveuglement juridique : l'ineffectivité de la protection des enfants victimes de violences sexuelles

PAGE 45

Approche anthropo-juridique et regards comparés

Khadija Azougach

Alors que le droit français des violences sexuelles sur mineurs n'a cessé de se densifier, la protection effective des enfants demeure incertaine, comme l'a rappelé la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'Homme le 24 avril 2025. Mobilisant l'anthropologie du droit et un éclairage comparé, cet article soutient que cette ineffectivité n'est pas une simple défaillance technique : elle est aussi l'héritage d'une culture institutionnelle façonnée par l'ordre patriarcal et familialiste, qui a longtemps préféré la préservation de la famille à la sécurité de l'enfant. Il plaide pour un basculement vers une justice de la protection.

JURISPRUDENCE

LPA204k4 Le tournant *Dépakine* : transaction exclusive, responsabilité inclusive

PAGE 50

Maroun Badr

CE, 7 mai 2026, n° 502384

Par un arrêt rendu le 7 mai 2026, le Conseil d'État clarifie le contentieux de la Dépakine. Il réaffirme d'abord l'effet extinctif absolu de la transaction ONIAM, qui fait obstacle à tout recours ultérieur portant sur le même fait générateur. Au fond, le juge écarte la notion de perte de chance en matière de police sanitaire : la non-conformité des RCP et notices ouvre droit à une réparation intégrale par l'État, dès lors qu'une information conforme aurait offert à la victime la « chance sérieuse » d'éviter le dommage. Cette solution renforce la responsabilité de la puissance publique face aux risques sériels, tout en laissant ouvertes les questions de la contribution à la dette et des préjudices in utero.

LPA204k0 Violences intrafamiliales : le prévenu a le droit d'être confronté à la victime, même mineure, sauf obstacle insurmontable

PAGE 57

Clément Jouen

Cass. crim., 28 mai 2026, n° 25-82.732

Par un arrêt du 28 mai 2026, la chambre criminelle de la Cour de cassation rappelle que, pour rejeter une demande de confrontation à l'audience formée par le prévenu, la juridiction saisie doit rechercher s'il existe un obstacle insurmontable. Elle réaffirme par ailleurs la nature de la mesure de protection du retrait de l'exercice de l'autorité parentale de l'auteur de violence par ascendant, précisant qu'elle est incluse dans l'objet de l'appel sur le dispositif pénal.

Ariane Villéger

Cass. com., 17 juin 2026, n° 24-13.306

La Cour de cassation précise que le paiement fait par le débiteur entre les mains d'un escroc, en raison d'une substitution de RIB, n'est pas un paiement fait à un créancier apparent au sens de l'article 1342-3 du Code civil. En conséquence, le débiteur qui paie un escroc sur la foi d'un faux RIB s'expose à payer une seconde fois entre les mains de son créancier. La solution, logique du point de vue du droit des obligations, met en lumière les rapports qu'entretiennent, en matière de paiement, le régime général de l'obligation et le droit des services de paiement.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
celine.slobodansky@lextenso.fr

Rédacteurs en chef • Editors in Chief

Charles Kaplan ■ Charles Nairac

Lextenso

Les
Cahiers
de
l'Arbitrage

The
Paris
Journal
International
of
Arbitration

2026 1

Secrétaire de rédaction ■ Executive Editor
Priscille Pedone

Votre revue OFFERTE
sur tous vos écrans



SOMMAIRE

ÉDITORIAL / EDITORIAL

- CAR100c2 • **Introduction du numéro 2026/1 – *Introduction to Issue 2026/1*** 1
Charles KAPLAN et Charles NAIRAC

COUP DE GUEULE / LETTING OFF STEAM

- CAR100c5 • **La notion de standard de la preuve** 7
Pierre MAYER

DOCTRINE / ARTICLES

- CAR100c9 • **Autonomous Rules for *Res Judicata* in International arbitration: foundations, scope, the IBA's role, and a blueprint for other open questions** 9
Luca G. RADICATI DI BROZOLO
- CAR100c4 • **Force Majeure, alternative doctrines and opportunistic behaviours in a paradigm-shifting Gulf and Middle East region** 17
Aladin MASRI
- CAR100c3 • **Arbitrage et conciliation, pléonasme ou oxymore ?** 23
Guillaume FELD
- CAR100c8 • **La notion de principes directeurs du droit français de l'arbitrage** 33
Jérémy JOURDAN-MARQUES
- CAR100c7 • **Les principes généraux ou directeurs en droit français de l'arbitrage** 43
À la recherche des principes en droit positif
François ANCEL

CHRONIQUE / CHRONICLE

- CAR100c6 • **Chronique arbitrage commercial et contrats publics français/étrangers** 51
Mehdi LAHOVAZI

COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE / CASE LAW

- CAR100d1 • **(Exceptional) legal remedy against a decision of the Swiss *juge d'appui* appointing an arbitrator when State jurisdictional immunity is involved** 65
Agnieszka EVANGELATOS
- CAR100d0 • ***Exequatur* incident et litiges impliquant des personnes publiques étrangères : enseignements de l'arrêt *Hémisphère*** 73
Lilian LARRIBÈRE et Sarah MONNERVILLE SMITH

PANORAMA INTERNATIONAL DE JURISPRUDENCE / PANORAMA OF WORLD CASE LAW

CAR100b9 • Arbitrage interne et international

80

France / France

Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT

CAR100c0 • Règlements amiables

123

France / France

Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DOSSIER

Cessions de parts/actions de société à prépondérance
immobilière : nouveau régime → PAGE 45
sous la direction de Bruno DONDERO

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Convention de management et risque de redressement URSSAF :
l'étau se resserre → PAGE 12
Xavier CARSIN

DROIT COMMUN

La dissolution pour justes motifs ne peut être demandée
par la voie oblique → PAGE 5
Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Obligation de loyauté et de fidélité du gérant de SARL → PAGE 22
Alain COURET

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS204s7 • **La dissolution pour justes motifs ne peut être demandée par la voie oblique** 5
Nadège JULLIAN – Cass. 3^e civ., 11 juin 2026, n° 24-19.326, FS–B
- BJS204t2 • **Expertise de l'article 1592 du Code civil et erreur grossière dans l'ajustement d'un prix de cession** 8
Bastien BRIGNON – Cass. com., 28 mai 2026, n° 25-13.217, F–D

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS204t3 • **Convention de management et risque de redressement URSSAF : l'étau se resserre** 12
Xavier CARLIN – Cass. 2^e civ., 4 juin 2026, n° 23-20.189, FS–B
- BJS204t1 • **L'associé de Schrödinger : évincé de la société... mais encore associé !** 17
Bruno DONDERO – Cass. com., 28 mai 2026, n° 24-13.035, F–D

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS204r7 • **Obligation de loyauté et de fidélité du gérant de SARL** 22
Alain COURET – Cass. com., 17 juin 2026, n° 25-13.855, F–B
- BJS204s0 • **« Diluer n'est pas abuser » (à propos de l'abus de majorité en matière d'augmentation du capital)** 25
Jean-Christophe PAGNUCCO – Cass. com., 6 mai 2026, n° 25-11.498, F–D
- BJS204r6 • **Si ce n'est le versement des dividendes, ce sera la responsabilité** 28
Jean-Baptiste BARBIÈRI – Cass. 1^{re} civ., 9 avr. 2026, n° 24-21.799, F–D

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS204r8 • **Expert-comptable : distinction entre responsabilité civile et responsabilité pour manquement déontologique** 31
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 3 juin 2026, n° 24-22.130, F–B

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS204s1 • **Préjudice personnel et préjudice collectif des créanciers : la victoire du préjudice de l'actionnaire ?** 33
Thibaut DUCHESNE – Cass. com., 17 juin 2026, n° 25-13.536, F–B
- BJS204r5 • **Extension et report de la date de cessation des paiements : point de départ du délai de prescription** 35
Florence REILLE – Cass. com., 20 mai 2026, n° 25-11.302, F–B

CHRONIQUE

BJS204s4 • Droit fiscal (mars-juin 2026) sous la direction de Régis VABRES	38
--	----

DOSSIER

BJS204R4 • CESSIONS DE PARTS/ACTIONS DE SOCIÉTÉ À PRÉPONDÉRANCE IMMOBILIÈRE : NOUVEAU RÉGIME sous la direction de Bruno DONDERO	45
BJS204s6 • Propos introductifs Bruno DONDERO	45
BJS204s3 • Article 1865-1 du Code civil : champ d'application du dispositif Bruno DONDERO et Julien DELVALLÉE	46
BJS204s9 • Les aspects internationaux de l'article 1865-1 du Code civil Jòan GONDOLO	53
BJS204r9 • Compliance notariale et contrôle des cessions de parts ou actions des personnes morales à prépondérance immobilière Mustapha MEKKI	59
BJS204s5 • Les cessions de droits sociaux d'une personne morale à prépondérance immobilière par acte d'avocat (C. civ., art. 1865-1, 2°) Julia HEINICH	64
BJS204s8 • L'acte rédigé par un expert-comptable au sens de l'article 1865-1 du Code civil : entre rappel du droit professionnel et risque de nullité latent Jean-Noël STOFFEL	68

PRATIQUE P. 13

IMMOBILIER

La fiducie française, 19 ans après la loi du 19 février 2007 : bilan et perspectives praticiennes

par **Jonathan Bensaid, Lauren Bensaid**
et **François Ouairy**

**ACTUALITÉS** P. 5

IMMOBILIER

Nouveau régime des transferts immobiliers de l'État

IMMOBILIER

« Méga-décret 2 » du 27 juillet 2026 de simplification de l'action publique locale

IMMOBILIER

Décret *Magiobus* 3 : quelques mesures intéressant le notariat

PERSONNES / FAMILLE

Droit à l'aide à mourir : impact sur l'assurance-décès et le régime des incapacités

DOCTRINE P. 21

ENTREPRISE

Prescription de l'action en restitution de titres détenus en vertu d'un contrat de dépôt

par **François Colonna d'Istria**

CHRONIQUES P. 27

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Droit international privé

par **Sara Godechot-Patris**

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF233b9 ■ Nouveau régime des transferts immobiliers de l'État

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF233b5 ■ « Méga-décret 2 » du 27 juillet 2026 de simplification de l'action publique locale

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF233b6 ■ Décret *Magicobus 3* : quelques mesures intéressant le notariat

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF233b7 ■ Droit à l'aide à mourir : impact sur l'assurance-décès et le régime des incapacités

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF232s7 ■ La fiducie française, 19 ans après la loi du 19 février 2007 : bilan et perspectives praticiennes par **Jonathan Bensaid**, **Lauren Bensaid** et **François Ouairy**

DOCTRINE P. 21

DEF232t8 ■ Prescription de l'action en restitution de titres détenus en vertu d'un contrat de dépôt par **François Colonna d'Istria**

CHRONIQUES P. 27

DEF232v5 ■ Droit international privé par **Sara Godechot-Patris**

VIE PRO P. 36

OFFRES ET DEMANDES P. 46

INDICES P. 48

Revue Pratique Droit des Affaires - N° 7 - 27 août 2026

Actualités

CONTRATS D'AFFAIRES

Rupture d'un contrat de transport et durée du préavis : le droit des relations commerciales s'en remet aux contrats types

Par Frédéric Buy

CONCURRENCE ET MARCHÉS NUMÉRIQUES

Un arrêt de synthèse sur les conditions de licéité d'une réglementation sportive (à propos du règlement FIFA sur les agents de football)

Par Rafael Amaro

L'exception Meca-Medina est applicable au règlement d'une fédération nationale encadrant indirectement l'activité des agents de football

Par Rafael Amaro

Épilogue de l'affaire Android : la Cour de justice confirme l'amende de 4,125 milliards d'euros infligée à Google

Par Rafael Amaro

Premières sanctions de la Commission contre Alphabet/Google sur le fondement du DMA

Par Rafael Amaro

Follow-on « AdX » : quatre nouvelles condamnations de Google pour un montant de 125 millions d'euros

Par Rafael Amaro

BIENS DE L'ENTREPRISE

Droit de préférence Pinel : pas d'exécution forcée en cas de rétractation du bailleur

Par Anna Harutyunyan

Plafonnement des loyers commerciaux : le seuil s'apprécie à la date de prise d'effet du bail renouvelé

Par Anna Harutyunyan

Territorialité du droit d'auteur et mesures de géoblocage

Par Diogo Costa Cunha

OpenAI : quand l'intelligence artificielle échoue en droit des marques

Par Yann Basire

RSE / COMPLIANCE / VIGILANCE

**Le changement climatique : vigilance
« Total »**

Par Thiphaine Saupin

**Sanction pécuniaire prononcée par l'AFA :
une première !**

Par Antoine Oumedjkane

**Mode ultra-express : identification et
dissuasion**

Par Cécile Granier

**La société des Eaux de Volvic condamnée
pour des pratiques commerciales
trompeuses**

Par Antoine Oumedjkane

**L'aviation d'affaires est-elle une activité
durable ?**

Par Antoine Oumedjkane

CRÉDIT, FINANCEMENT ET PAIEMENT

**Qui paie celui qui usurpe l'identité du
créancier paie deux fois**

Par Thibaut Duchesne

**Contentieux AMF : la notification des
griefs confrontée au droit de se taire**

Par Nicolas Ida

**Cautionnement à durée déterminée et
appréciation de la disproportion**

Par Clément Favre-Rochex

**Cession de créance à un fonds de
titrisation, retour sur les conditions
d'opposabilité au débiteur cédé**

Par Brune-Laure Dugourd

Sociétés

Focus

Affaire Vivendi : nouvel éclairage sur la notion de contrôle de fait

Par Nicolas Ida